

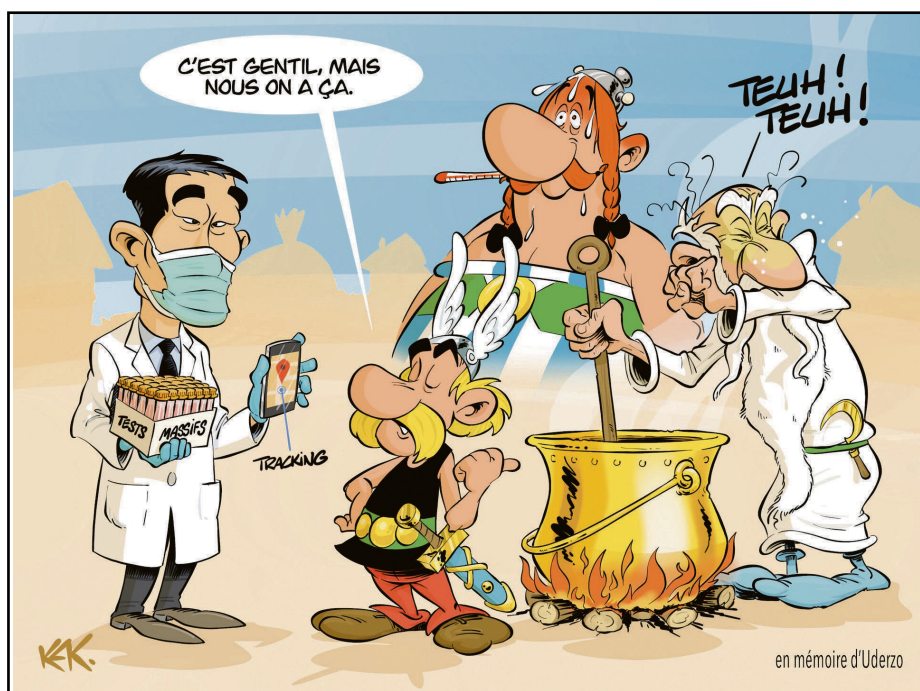


# journal du chaos

Nos bonnes actions sont souvent plus troubles que nos péchés. M. Aymé

Semaine 13 du 23 au 29/3 - 2020





Le Covid-19 ne cessant pas d'évoluer et d'impacter les économies tant nationales que mondiales, les informations de cette lettre sont le reflet du temps à un moment donné.

## Politique

### Nouvelles du front - Garovirus 19

La loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a été promulguée mardi 24/3, faisant automatiquement entrer la France en état d'urgence sanitaire jusqu'au 24 mai. Par ailleurs, la France renouvelle le confinement jusqu'au 15 avril

Tout le monde ne vit pas confiné et nombreux sont ceux qui assurent un quotidien indispensable, commerçants, éboueurs, postiers, livreurs, policiers, etc. Or, les droits de retrait se multiplient dans les rangs de salariés qui, faute souvent de masques ou de mesures suffisantes de protection, craignent d'être contaminés par le Covid-19, dont le bilan atteint déjà 450 morts depuis le début de l'épidémie.

« Deux millions de travailleurs du commerce alimentaire, de l'aide à la personne, du nettoyage et de la sécurité sont exposés », s'est alarmée la CFDT. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, appelle les entreprises à leur verser une prime défiscalisée de 1000 €.

Pendant la construction de 8000 éoliennes en France, terrible échec industriel, le budget de la santé a subi 8 milliards de crédits supprimés, 100 000 lits fermés, 95 services d'urgence éliminés, la moitié des maternités rayées de la carte. La comparaison est insupportable.

La pénurie de masques devient un sujet hautement politique. Outre les soignants, auxquels ils sont pourtant alloués en priorité, de nombreuses professions au contact du public s'alarment. Policiers, caissiers, éboueurs, salariés de l'industrie pharmaceutique ou des télécoms... Chaque corporation y va de sa revendication. L'opposition en fait ses choux gras.

Les médecins sont formels, il faudra aller au-delà des quinze jours de confinement décrété le 16 mars par le gouvernement et peut être limiter plus encore la circulation des personnes. Des municipalités ont déjà instauré le couvre-feu.

Car la maladie progresse. Dimanche 22/3 à soir on comptait en France 112 morts de plus en vingt-quatre heures soit un total de 674 décès à quoi il faudra ajouter les victimes des Ehpad non recensés.

Grosse polémique autour d'un médicament : la chloroquine. Ce médicament n'est pas du tout inconnu, c'est un anti-paludisme efficace comme la quinine. Selon le professeur Didier Raoult de Marseille, c'est le remède idoine contre le Covid-19. Sauf que le ministre de la Santé, Olivier Veran, considère que les résultats ne sont pas assez concluants.

Un grand essai clinique a été lancé en Europe pour lever les doutes, baptisé Discovery, et portant sur 3 200 patients contaminés en Europe, dont 800 Français. Mais les premiers résultats ne seront connus que d'ici 15 jours. Combien de morts en plus ?

Les Gilets jaunes avaient accusé Macron d'avoir supprimé 4000 lits d'hôpital. C'est la réalité. Entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018, 4172 lits ont bel et bien disparu au nom de la rigueur budgétaire. Décision entérinée par une certaine Agnès Buzyn, ministre de la Santé.

Il semblerait bien que le coronavirus déteste le froid si l'on s'en tient au nombre de cas marginaux en Scandinavie où l'on dénombre 1160 personnes contaminées et seulement 7 morts en Suède et en Allemagne avec 10 999 cas répertoriés pour un total de 20 morts. Soit un taux de létalité de 0,18% contre 4% en chine, 2,9% en France, 8,3% en Italie.

Le ministère marocain de la Santé vient de racheter au laboratoire français Sanofi l'ensemble de son stock de Nivaquine, antipaludéen à base de... chloroquine ! Un stock qui risque de nous manquer si Edouard Philippe et Olivier Véran révisaient leur politique.

## Actu

Si les Français font majoritairement confiance au gouvernement, malgré une inquiétude partagée par 84% d'entre eux, seuls 39 % jugent qu'il « *donne tous les moyens aux professionnels de santé* » pour faire face. Un chiffre qui s'est effondré de 15 points en quatre jours.

Ils sont presque un sur deux, 48 % à estimer que le gouvernement « *a communiqué de manière claire* » et 29% à juger qu'il a « *réagi rapidement* ». Là aussi, les jugements positifs se sont écroulés, de 30 points, depuis fin janvier.

55 % font confiance au gouvernement pour faire face au coronavirus et 57 % pour aider les entreprises. Les plus de 65 ans sont les plus confiants, à 60 %, ainsi que les catégories aisées, à 72%. Mais ce n'est pas le cas des catégories populaires : 51 % des employés et 56 % des ouvriers ne font pas confiance à l'exécutif.



Dimanche 22/3. Selon une source policière, près de 39 000 amendes ont été infligées depuis le 17 mars pour le non-respect des règles de confinement. « *Il s'agit avant tout de protéger, pas de sanctionner* », insiste-t-on au ministère de l'Intérieur. Mais les syndicats des flics se plaignent contre le manque de protection des agents notamment l'insuffisance de masques.

Le député (ex-LREM, apparenté au groupe Liberté & Territoires) Matthieu Orphelin, avec trente-quatre autres de ses collègues, toutes étiquettes politiques confondues, ont signé un amendement pour demander un « *grand plan de relance* » après la crise du Covid-19 qui soit « *en faveur du climat, de la biodiversité et de la justice sociale* ».

Roselyne Bachelot qu'on avait accusé à l'époque pour son traitement excessif du H1N1 - avec des achats massifs de masques et de vaccins -, en profite pour tarter son successeur à l'époque, la socialiste Marisol Touraine : « *Mon successeur n'a pas jugé utile de réarmer le pays en masques (...) Peu à peu, le stock de masques a fondu. C'est extrêmement regrettable.* »

Pandémie. Alors que l'heure n'est pas à la polémique, les partis politiques ne peuvent s'empêcher d'esquisser le procès du pouvoir pour imprévoyance. La maire Hidalgo réclame un confinement plus sévère, Mélenchon clame que le gouvernement a sous-estimé la crise, et Damien Abad de LR réclame une commission d'enquête sur les éventuels dysfonctionnement.

Selon les syndicats, « *On ne peut pas dire à la fois "ne sortez pas, mais l'activité économique doit se poursuivre". La priorité c'est la santé. Le gouvernement doit d'urgence dresser la liste des entreprises essentielles* ».

Et de critiquer la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, « *elle devrait se concentrer sur l'intitulé de son ministère qui est travail et pas économie et finances. A mélanger les genres, on arrive à des contradictions* », pointe Yves Veyrier, de FO. Voici plusieurs mois déjà que Pénicaud est dans le collimateur des syndicats.

Plusieurs voix reprochent au gouvernement sa communication contradictoire et confuse sur le confinement. « *Lundi soir, les Français s'attendaient à un tour de vis qu'ils n'ont pas eu. Dans le même temps, la confiance va se dégrader sur la chloroquine, les masques, les tests* », s'inquiète un responsable de la majorité.

« *Il faut s'attendre à une déferlante de plaintes contre l'Etat, reconnaît un membre du Conseil national des barreaux. Etant donné les polémiques sur l'absence de protection des personnels soignants et l'impréparation de l'Etat et des hôpitaux, les familles des victimes voudront demander des comptes.* » Un site Internet proposant des modèles de plainte pour les particuliers a déjà vu le jour.

En pleine crise du coronavirus, la cote de popularité du président de la République Emmanuel Macron et du Premier ministre Edouard Philippe est en forte hausse, selon un sondage Ipsos. Avec 44 % de jugements positifs sur son action (+14), le chef de l'Etat retrouve un niveau de satisfaction qu'il n'avait plus atteint depuis le tout début de son quinquennat, en juillet 2017.

Logique mon cher Watson ! Propos de Patrick Artus, économiste distingué mais dont le propos semble frappé au coin du bon sens : « *Le plus grave, c'est la dette des entreprises. Plus ça durera, plus l'endettement et les faillites vont s'accumuler les empêchant d'investir et donc à l'économie de repartir* ».



## Elysée

---

La visite que devait rendre Emmanuel Macron à Bruxelles les 26 et 27 mars à l'occasion d'un conseil européen sera remplacée par une vidéo-conférence en raison de la pandémie.

Face à la critique sur sa gestion de crise, Emmanuel Macron répond : « *J'ai toujours dit la vérité aux Françaises et aux Français sur ce que nous savions (...). J'ai essayé d'être le plus clair possible mais aussi le plus humble* », ajoutant : « *On ne fait sans doute pas tout parfaitement car on ne sait pas tout. Mais chaque jour, on essaie de corriger les erreurs qu'on a faites la veille* ».

Emmanuel Macron a annoncé, en marge d'une visite à l'Institut Pasteur à Paris, sa décision d'augmenter de cinq milliards d'euros sur dix ans le budget de la recherche en France, « effort inédit depuis la période de l'après-guerre ».

Par ailleurs, 50 millions d'euros vont être débloqués dans le cadre du fonds d'urgence pour la recherche sur le coronavirus, qui viendront s'ajouter aux 8 millions d'euros déjà débloqués.

Comme la plupart des dirigeants de la planète, Emmanuel Macron tente de trouver le point d'équilibre entre ralentir l'épidémie et éviter de mettre l'économie française à l'arrêt. L'exercice est d'autant plus difficile que la virulence du Covid-19 a été manifestement sous-estimée, dans les premières semaines, par les autorités politiques et sanitaires.

Emmanuel Macron a doublé le conseil scientifique présidé par le professeur Jean-François Delfraissy par la création du Care (comité d'analyse, recherche et expertise - soin en anglais) composé de douze médecins et chercheurs avec à leur tête Françoise Barré-Sinoussi, virologue de l'Institut Pasteur et prix Nobel.

## Gouvernement

---

Alors que le conseil scientifique mis en place par le gouvernement doit rendre un avis sur « l'étendue » et la « durée » du confinement, Olivier Véran, le ministre de la Santé, n'a pas exclu un renforcement des mesures, après le durcissement des sanctions.

*« La situation va continuer à s'aggraver avant que les effets du confinement fassent leurs preuves. (...) Si nous constatons qu'un confinement rallongé à quatre semaines est plus efficace, nous le ferons », a-t-il prévenu.*

Les ministres Bruno Le Maire et Gérald Darmanin, issus des rangs de la droite, placent leurs pions dans les grandes directions du ministère de l'économie et des finances. De la DGFIP aux douanes, en passant par les services de renseignement financier, ce jeu de go devrait s'étendre prochainement à la DG Trésor. D'une administration à l'autre, Gérald Darmanin et Bruno Le Maire n'en finissent plus de solder l'ère Hollande à Bercy.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a laissé entendre que le calendrier scolaire pourrait être totalement bouleversé en raison de l'épidémie. A priori bac et brevet ecomme sont maintenus les concours, mais tout ceci pourrait être reporté à une date qui restera à définir.

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé des mesures pour les détenus afin de compenser la suspension des parloirs et des activités, qui a provoqué des tensions dans des prisons : crédits téléphoniques pour rester en contact avec sa famille et ses proches, gratuité

de la télévision sera assurée, aide majorée de 40 euros par mois pour permettre aux plus démunis de cantiner.

*« Cette crise, qui touche l'économie mondiale et l'économie réelle, n'est comparable [...] qu'à la crise de 1929 », estime Bruno Le Maire. Il ne croit pas, qui plus est, à un redémarrage rapide : « Les Français et les Européens ne vont pas se mettre à racheter des centaines de milliers de voitures du jour au lendemain. » « Je n'imagine pas que du jour au lendemain, après un choc d'une telle violence, l'activité économique va revenir à la normale. Il faudra accompagner la reprise », a-t-il expliqué. « Le scénario sur lequel je travaille est celui d'un retour progressif à la vie normale », a-t-il insisté. Une relance et un soutien pendant la période de sortie de crise seront nécessaires et devront être accompagnés par « l'activation de mécanismes européens ». il va nous falloir « adapter notre économie à la réalité de cette crise sanitaire », a prévenu le ministre.*

La garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a présenté dans l'hémicycle un amendement prévoyant que la violation répétée des règles du confinement constitue un délit passible de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende. Jugée démesurée, la proposition de la ministre n'a pas tardé à s'attirer les foudres de l'opposition.

Pour ne pas mettre en danger inutilement d'autres personnes, le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire a décidé de se passer de chauffeur et de ne plus être accompagné d'officier de sécurité. Il vient seul au ministère dans sa Peugeot 108 et limite le plus possible ses déplacements.

Le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, a fait une belle bourde. Interrogé sur BFMTV, il a invité tous les Français qui n'ont plus d'activité en ce moment à rejoindre les champs pour aider les agriculteurs en manque de main-d'œuvre. Faut-il lui rappeler que l'heure est au confinement !

Parmi les 25 ordonnances présentées mercredi 25/3 en Conseil des ministres, l'une ouvre la possibilité pour l'exécutif d'allonger la durée du travail jusqu'à... soixante heures par semaine. « Exceptionnellement, pour certains secteurs et pour une durée limitée », prend soin de baliser le ministère du Travail.

Cela sera uniquement possible dans certains secteurs dont l'activité est considérée par le gouvernement actuellement comme « essentielle à la nation ou à la continuité de la vie économique ». C'est le cas par exemple « des transports, de la logistique, l'agroalimentaire, l'agriculture, l'énergie, les télécommunications, précise l'entourage de Muriel Pénicaud.

Coup d'envoi du prêt garanti par l'Etat - selon la dénomination donnée par le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire - qui doit permettre aux entreprises de compenser la baisse de leur trésorerie engendrée par l'épidémie de coronavirus. Le montant du crédit ne peut dépasser 25% du chiffre d'affaires 2019 constaté.

## Institutions

En raison du virus, tous les maires sortants ou pas sont maintenus dans leur fonction. Ce qui donne lieu à des situations paradoxales : ainsi le maire sortant continuera d'exercer malgré l'élection au premier tour de son successeur. Tout devrait rentrer dans l'ordre le 12 mai.

Comme le fait remarquer un élu, « il est incroyable que des élus aient la trouille de se réunir, alors que des Français vont bosser tous les jours dans des conditions difficiles, malgré la pandémie ».



Députés et sénateurs ont voté le projet de loi « d'urgence pour faire face » à la crise sanitaire. Le texte prévoit notamment un « état d'urgence sanitaire » et pas moins de 43 habilitations à légiférer par ordonnance en matières économique, juridique et sociale. Tout en posant certaines limites.

Les députés ont insisté sur deux conditions : le contrôle du Parlement et la publication des avis scientifiques justifiant l'état d'urgence. « *Ce fondement scientifique est indispensable* », souligne la députée écolo Delphine Batho. Si l'état d'urgence sanitaire était prolongé au-delà d'un mois, le Parlement devrait l'autoriser après avis du conseil scientifique.

L'amiral Prazuck, chef d'état-major de la marine, a assuré que la Marine nationale allait « adapter son fonctionnement » pour endiguer au mieux la crise sanitaire en cours dans notre pays. Une façon, aussi de rassurer les 9 800 marins, en mer et sur terre.

La région Ile-de-France, présidée par Valérie Pécresse, se prépare à faire face, non sans incertitude, à la pandémie de Covid-19. Le nouveau siège de la collectivité, implanté à Saint-Ouen, a été fermé pour une durée de six semaines aux 2 000 agents qui y travaillent, sauf dans certaines situations exceptionnelles.

Afin de couper l'herbe sous le pied de l'opposition qui réclame une commission d'enquête parlementaire sur la gestion de la pandémie, Richard Ferrand mettra en place une mission d'information dotée des prérogatives d'une commission sur la gestion de ladite pandémie.

## Divers

---

Agnès Buzyn n'en démord pas. Elle accuse Alexis Kohler et Benoît Ribadeau-Dumas d'avoir isolé Macron et Edouard Philippe et d'avoir ainsi minimisé les informations qu'elle leur transmettait sur le risque d'épidémie en France.

On se marre. « *En raison des mesures prises par les pouvoirs publics, nous vous informons de l'annulation pour une durée illimitée de toutes les manifestations organisées par le Grand Orient de France* », a annoncé le 20 mars le grand maître du GOdF.

Le projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie du covid 19, prévoit que la date du second tour sera fixée par un décret en Conseil des ministres, pris le mercredi 27 mai au plus tard, "si la situation sanitaire le permet". Quelque 4 816 communes sur environ 35 000 doivent procéder à un second tour pour les élections municipales.

Cinq mille prisonniers en fin de peine devraient être libérés pour désengorger les prisons face au risque du coronavirus a déclaré un responsable syndical pénitentiaire à la sortie d'une conférence avec Nicole Belloubet, la garde des Sceaux.

Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont réclamé la nationalisation de l'usine Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) qui, avant sa fermeture, était la seule en Europe à fabriquer des bouteilles à oxygène médical. Idem pour l'entreprise Famar qui fabrique de la chloroquine également en difficulté.

## Tambouille macro-machin

---

Second tour des municipales. Un dirigeant macroniste le confirme : « *Agnès m'a assuré qu'elle voulait continuer. Elle est toujours candidate dans sa tête et en tend bien le rester, après avoir repris sa casquette de médecin le temps de la crise.* » L'ex-ministre peut-elle rester candidate ? Au sein de LRM, le sujet reste un dilemme. Elle est masochiste ?



## Droite

---

Aux abonnés absents

## Gauche

---

La sénatrice socialiste et ancien ministre de Hollande, Laurence Rossignol, a profité de la crise du Covid 19 pour tenter d'allonger de deux semaines les délais légaux d'IVG et supprimer l'obligation d'une seconde consultation pour les mineurs.

Regret du porte-parole du PS, Pierre Jovet : « *Jusqu'à la semaine dernière le gouvernement a relativisé la menace. Cette absence de juste évaluation nous a fait prendre un retard considérable.* » Faut bien causer...

## Société

---

Pour pallier l'absence de leurs salariés, qui font valoir leur droit de retrait, sont malades ou restent à domicile pour garder leurs enfants, les commerces alimentaires et enseignes de la grande distribution se tournent depuis quelques jours en masse vers des intérimaires et des autoentrepreneurs.

Le numéro d'écoute et de conseil pour les victimes de violences conjugales - 3919 - ne répond plus. Un raté improbable alors que de nombreuses femmes – 210 000 victimes l'an dernier – se retrouvent confinées avec leur conjoint violent. Le dispositif est en cours de migration vers une plateforme de télétravail.

130 000 français, touristes ou non, sont bloqués à l'étranger, les compagnies aériennes n'assurant plus de vol à destination de la France. Ils sont invités à s'inscrire sur la plateforme Ariane, un dispositif qui répertorie les Français à l'étranger. Mot d'ordre du Quai d'Orsay : restez sur place et attendez que ça passe !

En Ile-de-France, le trafic de drogue tourne désormais au ralenti. A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), une chape de silence est tombée sur le secteur Delaunay-Belleville. Les quartiers nord sont réputés comme l'un des plus prospères pour le trafic dans ce département.

Les frontières avec le Maroc sont fermées et « 80 % des exportations du haschich marocain se font vers le marché français », selon un rapport de l'Office national des Nations unies contre la drogue et le crime. « *Il y a du stock, indique cet observateur. Mais beaucoup vont se retrouver en panne d'approvisionnement. Nous redoutons un gros problème de quiétude sociale à terme.* »

En raison de l'épidémie de Covid-19, une partie des travailleurs saisonniers qui s'emploient d'ordinaire à récolter nos asperges, et plus tard les pêches, melons, etc., font défection cette année. Le gouvernement a annoncé un plan de soutien spécifique afin de faciliter l'accès à l'emploi dans ce secteur d'activité.





## Faits divers

---

Y a pas de petits profits ! 1 720 masques FFP2 ont été saisis dans une pharmacie d'Annecy (Haute-Savoie) qui les commercialisait en dépit du décret de réquisition des stocks. La gérante sera poursuivie : elle risque six mois d'emprisonnement et 10 000 € d'amende.

## Migration/islam

---

Après celle du Rhône, la préfecture de Paris a annoncé que « pour sécuriser la présence en France des étrangers en situation régulière, la durée de validité des titres de séjour actuellement en circulation (y compris VLS, attestations de demande d'asile et récépissés) est prolongée de six mois à compter [du] lundi 16 mars. »

Les églises sont fermées. Qu'en est-il des mosquées ? Il semble bien que les consignes gouvernementales interdisant toute promiscuité y soient aussi peu respectées que le sont dans les quartiers Nord de Marseille - où la police a dû intervenir à plusieurs reprises - les fermetures de cafés et restaurants proposant kebabs, couscous, tacos halal et autres délicatessen bien françaises.

Du 15 au 18 mars, Algérie Ferries a mobilisé quatre bateaux pour rapatrier les Algériens accourus affolés de toute l'Europe à Marseille pour rentrer chez eux et fuir ainsi le coronavirus. Des centaines d'autres Algériens (sur près de trois millions vivant en France) se trouvent toujours en rade à Marseille et craignent de devoir rester « *chez eux chez nous* ».

## Ecologie/ sciences & techniques

---

Selon une étude de l'université de Columbia et de l'Imperial College de Londres, près de neuf cas sur dix seraient passés inaperçus dans le Hubei, en Chine, où est née l'épidémie de Covid-19. Lorsqu'il y a des symptômes, le tableau clinique n'est pas toujours complet.

Tout est inégal en matière de symptômes de cette maladie : toux parfois absente, fièvre toujours présente, fatigue, essoufflement. Quant au mal de gorge et aux maux de tête, un malade sur sept les éprouve. On peut noter aussi des troubles digestifs ou la perte du goût ou de l'odorat.

Par ailleurs, le coronavirus déclencherait chez certains patients une violente réaction immunitaire, sans que l'on sache bien pourquoi, car il ne s'agit pas toujours de personnes dites à risque de complications. D'autres malades font, d'emblée ou secondairement, une forme grave de la maladie appelée « syndrome de détresse respiratoire aigu », ou SDRA.

A l'heure où Didier Raoult, le controversé patron de l'IHU Méditerranée Infection, claque la porte du Conseil scientifique, réuni autour d'Emmanuel Macron, les laboratoires se mobilisent pour produire en masse de la chloroquine, que le professeur recommande en traitement des « malades fébriles ».

## Economie

---

Les 20 pays les plus riches du monde vont injecter « plus de 5 000 milliards de dollars » dans l'économie mondiale pour contrer les effets de la pandémie de Covid-19.



Le secteur bancaire vient au secours des dizaine de milliers d'entreprises qui ont dû fermer à cause de l'épidémie. Frédéric Oudéa, président de la Fédération bancaire française (FBF) et directeur général de la Société générale, annonce qu'à partir de mercredi, grâce à la garantie de l'Etat de 300 milliards d'euros (Mds€), les entreprises en difficulté pourront souscrire un crédit d'un montant maximal de trois mois de chiffre d'affaires à un taux de 0,25 %.

Le ralentissement économique ne se fait pas uniquement ressentir à Paris et en Île-de-France, mais bien d'ores et déjà sur l'ensemble du territoire. Ainsi, la région Nouvelle-Aquitaine a décidé d'agir vite en créant un fonds doté de 50 millions d'euros pour aider les TPE et les associations en difficultés financières.

La région Occitanie, elle, a débloqué 64 millions d'euros dans un fonds de garantie qui permettra de faire des prêts de trésoreries, notamment à destination des TPE/PME, ainsi qu'à des associations.

Y a des enfoirés partout. En pleine crise du coronavirus, plusieurs grands groupes tentent de se constituer un matelas de liquidités en allongeant les délais de paiement. Ce sont leurs fournisseurs qui en souffrent et qui risquent de mettre la clé sous la porte. Le Printemps et Vinci sont montrés du doigt.

Selon François Asselin, le patron de la CPME, « *dans certains groupes et administrations, toute la chaîne administrative est partie au soleil ou en télétravail en interrompant la chaîne de décisions et donc la validation des paiements.* » Or, le crédit inter entreprise représente un enjeu de 700 milliards d'euros.

« *L'activité des entreprises de la zone euro s'est effondrée en mars dans une mesure bien supérieure à celle observée même au plus fort de la crise financière mondiale* » de 2008, note Chris Williamson, l'économiste en chef de IHS Markit. « *Chaque semaine de confinement supplémentaire [...] a un impact sur notre croissance qui se chiffre en milliards d'euros, tout comme l'évolution de la situation dans d'autres pays du monde* », a ajouté Bruno Le Maire.

Les dégâts collatéraux sont nombreux - outre le tourisme, l'hôtellerie, l'automobile, etc. -, c'est au tour de l'agroalimentaire et plus particulièrement des produits frais. Les commandes auprès des producteurs des meilleurs fromages (AOC), des fruits et légumes de saison comme les fraises et asperges, de spécialités charcutières et d'autres encore sont en chute libre.

Les filières actionnent le signal d'alarme et s'inquiètent du risque d'« *appauvrissement alimentaire qui guette les rayons des grandes surfaces* » pour reprendre les termes du Conseil national des appellations d'origine laitière (CNAOL). Mais bonne nouvelle, les grandes surfaces s'engagent à offrir des débouchés aux producteurs français.

« *Toutes les chaînes sont en train de passer à un approvisionnement français. Les produits étrangers qui sont présents en rayon seront écoulés, mais, après, il n'y aura pas d'approvisionnement hors de France* », résume la Fédération du commerce et de la distribution, qui souligne le maintien de prix accessibles. Enfin une bonne nouvelle.

## Culture/médias

---

L'hebdomadaire *Point de vue*, ex-journal des concierges comme il était qualifié, arrête temporairement sa version papier. En cause, le coromachin 19 et le risque de contamination des salariés. *Point de vue* diffuse en moyenne à 181 000 exemplaires par semaine.



Le numéro de printemps du célèbre magazine de charme "Playboy" sera vraisemblablement le dernier, après 66 ans de présence dans les kiosques, a annoncé le groupe de presse, qui a choisi de tout miser sur le numérique.

Décès d'Albert Uderzo, le dessinateur et créateur d'Astérix avec René Goscinny comme génial scénariste, à l'âge canonique de 92 ans. 375 millions d'albums vendus au compteur. A la suite de la mort de Goscinny en 1977, Uderzo continuera seul l'aventure d'Astérix.

Tour de France. Interrogée par France Bleu au sujet de la Grande Boucle, traditionnel feuilleton de l'été, Roxana Maracineanu, ministre des Sports, a indiqué que « tous les scénarii étaient à l'étude » (soit un Tour organisé, reporté ou annulé). Aucune décision n'est encore prise, elle dépendra de l'évolution du Covid-19.

## Europe

---

**Union européenne.** Crise. Première riposte continentale, le programme de la BCE de rachat supplémentaire de 750 milliards de titres doit soulager les Etats et les taux d'intérêt, apaiser les marchés et surmonter le choc immédiat.

Paris et la Commission européenne poussent dès lors à créer des « eurobonds ». Une telle émission conjointe de dettes spéciales pour la zone euro constituerait un fort signal politique pour une Europe qui a jusqu'ici brillé par la désunion, font valoir ses partisans. « *Il faut montrer que les institutions sont prêtes à faire tout ce qu'il faut quelle que soit l'évolution de la situation* », insiste-t-on à Paris.

Le soutien de la Chine et de la Russie à l'Italie agace fortement à Bruxelles au point que le chef de la diplomatie européenne, Josep Borell s'en est ému : « *Nous devons être conscients qu'il existe une composante géopolitique, y compris une lutte pour l'influence et la politique de générosité, a-t-il affirmé. Armés de faits, nous devons défendre l'Europe contre ses détracteurs* »

**Allemagne.** L'Allemagne va déployer les grands moyens. Selon le projet de loi, qui devrait être adopté cette semaine en conseil des ministres puis par le Bundestag dans les prochains jours, le gouvernement prévoit de mettre un total de 822 milliards d'euros de prêts à disposition des entreprises et des salariés afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie.

**Angleterre.** Vu le chaos généré par la pandémie, qui a totalement interrompu les négociations sur le Brexit, la perfide Albion devra demander un délai supplémentaire à l'UE. Ou sortir sans accord fin décembre.

Le père du premier ministre britannique, Boris Johnson, va demander la nationalité française après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, menée à bien par son fils, rapporte le *Sunday Times*. Stanley Johnson a 79 ans et précise que sa mère était née à Versailles.

Damned ! Le prince Charles, 71 ans, a été testé positif au coronavirus. L'héritier de la couronne ne présente toutefois que de faibles symptômes. Le Parlement, quant à lui, a fermé ses portes pour un mois. Idem du Premier ministre, Boris Johnson et sa femme, testés positifs mais sans gravité.

**Espagne.** Abomination. Alors que l'Unité militaire d'urgence entrait dans les maisons de retraite de la région de Madrid pour les désinfecter, les soldats ont découvert « des personnes

âgées absolument abandonnées, quand elles n'étaient pas laissées mortes sur leur lit ». Le parquet a ouvert une enquête.

Avant que la justice ne mette d'autres mots sur ce drame, la réalité insoutenable des anciens abandonnés à leur sort est, au minimum, la preuve la plus terrible de la saturation du système espagnol de santé.

**Italie.** L'Italie a enregistré le 21/03, 793 morts, un nouveau record de décès en vingt-quatre heures. Ce qui porte à 4 825 le nombre de personnes tuées par le Covid-19 dans la péninsule en un mois, selon les chiffres de la protection civile. Le voisin transalpin, où la pandémie avait fait son premier mort il y a un mois, est le pays le plus touché du monde.

Le Premier ministre italien Giuseppe Conte a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche l'arrêt de « toute activité de production » qui ne serait pas indispensable pour garantir l'approvisionnement de biens essentiels à la population. Le même jour, le pays a connu son pire bilan, 793 morts d Covid-19.

**Pays-Bas.** « *Les Pays-Bas sont non seulement réfractaires sur tous les sujets visant à la consolidation de la zone euro, mais ils sont très actifs pour fédérer les oppositions avec la constitution d'une sorte de Ligue hanséatique* », relève un député français très impliqué dans les dossiers européens, soulignant au passage le rôle ambigu de l'Allemagne dans ce cadre.

Mark Rutte, le Premier ministre, s'est ainsi imposé comme chef de bande lors des négociations sur le prochain budget de l'Union et il semble continuer de vouloir agir ainsi dans le cadre des discussions sur la gestion de la crise du coronavirus.

**Russie.** Suite à l'ordre du ministère russe de la Défense, neuf avions des forces aérospatiales qui doivent transporter en Italie huit brigades de virologues militaires ainsi que de l'équipement ont été déployés à l'aérodrome militaire Chkalovsky, près de Moscou.

**Ukraine.** Le président Volodymyr Zelensky a engagé l'État ukrainien à signer un document qui reconnaît explicitement comme interlocuteurs politiques légitimes les entités séparatistes autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, une signature sous pression diplomatique et militaire russe.

La manœuvre permet à la Russie de se dégager de la première ligne et de passer en arrière-plan, en acquérant dans ce conseil un statut de « garant-observateur », similaire à celui de la France et de l'Allemagne.

## International

---

**Israël.** A Tel Aviv, « l'Arabe du coin » n'est pas épicier mais pharmacien. L'émergence d'une minorité palestinienne à la fois intégrée, surdiplômée et indispensable au bon fonctionnement de l'Etat n'a jamais été aussi flagrante qu'en ces temps de Covid-19. D'autant que les députés arabes sont devenus des faiseurs de roi à la Knesset.

Selon les chiffres du ministère de la Santé, 17% des médecins du pays, 25% des infirmières et près de 50% des pharmaciens sont arabes, lesquels représentent environ 20% de la population palestinienne.

**Inde.** « *A partir de minuit, le pays tout entier sera confiné* », a déclaré le Premier ministre Narendra Modi, lors d'une allocution télévisée mardi 24/3. « *Pour sauver l'Inde, pour sauver chacun de ses citoyens, vous, votre famille... chaque rue, chaque quartier est placé en confinement* », a-t-il martelé face à l'écran. Soit, 1,3 milliard d'individus.

**Etats-Unis.** Le nombre de personnes touchées dans le pays par le Covid-19 a été multiplié par dix en une semaine, pour dépasser les 26 000, tandis que le nombre de morts s'établissait à 340, dimanche matin.

Les Etats de Washington (94 décès), de New York (76) et de Californie (27) sont particulièrement touchés, ce qui a amené les gouverneurs des deux derniers Etats à imposer le confinement à leurs populations, rejoints par l'Illinois, le Connecticut et le New Jersey. L'administration américaine s'apprête à mettre 1500 milliards de dollars sur la table.

Le service de santé de la ville de New York ont publié un document officiel sur le thème de Sexe et coronavirus. Sa recommandation centrale est : « *Vous êtes votre partenaire sexuel le plus sûr. La masturbation ne répandra pas Covid-19 surtout si vous vous lavez les mains avant et après le rapport sexuel* »

Les chiffres l'ont confirmé : le bilan a dépassé les 20.000 cas lundi 23/3 dans l'Etat de New York, dont plus de 13.000 dans la ville elle-même. Et ce sont 5.000 malades supplémentaires qui sont diagnostiqués tous les jours. La moitié des cas aux Etats-Unis se situent désormais dans l'Etat, qui ne représente que 6 % de la population totale. Une personne sur 1.000 a contracté le virus, un taux plus de cinq fois supérieur à d'autres régions touchées.

# Economie : retour au réel !

---

*Nos économistes distingués se sont découverts un nouveau hobby : la démondialisation par le virus. Sorte de revers de la médaille d'une époque où l'économie est devenue folle et dont le virus Covid-19 remettrait les pendules à l'heure. Voici ce qu'en pense l'un de mes très honorables correspondants à qui l'économie n'est pas un domaine étranger et qui applique avant tout le principe de réalité au regard d'un passé récent. Nous partageons évidemment son opinion.*

Je crois que les volontés des hommes, dans ces choses, sont assez négligeables. Il y a ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire, il y a des contraintes sur lesquelles les discours ont assez peu de prise. La mondialisation va changer, mais elle était déjà en train de s'essouffler telle qu'elle était. Cependant, on ne reviendra pas dessus : il y a l'internet, il y a le fait que les gens désormais se construisent leur identité au moins autant qu'ils l'héritent.

Les millions de gens qui attendent ces jours-ci - c'est la saison - la sortie de jeux vidéos japonais à travers des plateformes américaines, ils ne changeront pas, ils ne renonceront pas à ça. Mais le composeront sans doute plus avec du local, voire du régional.

Et puis le repli c'est bien beau, mais nous vendons quand même pas mal à l'étranger dans les secteurs qui font beaucoup de main d'œuvre. LVMH ne vendant qu'en France ? Peugeot ? Legrand ? Schneider ?

Nous sommes, et Dieu sait que ça agace les américains, la deuxième des trois superpuissances culturelles qui existent (USA, France, Japon). On ne va pas y renoncer pour être entre soi.

Et puis quel entre soi ? Il fallait y penser avant de laisser rentrer des millions de nègres et d'arabes, au prix de l'unité nationale...

On va surtout voir ressortir cette vieille farce idéologique de l'autarcie. On n'y arrivait déjà pas dans les années 30 quand nous avions encore un empire pour compenser un peu...

Pour l'Etat providence, nous sommes dedans. Ce qui fait faillite dans nos hôpitaux débordés c'est bien l'Etat providence pensé par nos hauts fonctionnaires. C'est Juppé qui a étatisé la Sécu en son temps, et Macron étatisé complètement le système de retraite. Un état-providence omniprésent qui a voulu tout faire, si bien qu'on se retrouve avec des éoliennes, une politique de la ville à dizaines de milliards par an, et des hangars pleins de merdes d'art contemporain achetées par le ministère de la culture, mais avec des hôpitaux démunis.

Mais bon, on va effectivement se prendre un grand coup de politique de la demande keynésienne, de conneries socialistes, comme dans les années 30. Et ça ne marchera pas, comme dans les années 30, parce que ça ne marche jamais. Parce que si le keynésianisme marchait, on aurait dû avoir à la sortie de la 2e guerre mondiale la plus formidable récession jamais connue en sortant de l'économie de guerre et de ses dépenses publiques gigantesques, et ça a été tout le contraire. Parce que si le keynésianisme marchait, les USA ne seraient pas sortis de la grande dépression en 41-42 avec la guerre mais en 33-34 avec les grands travaux et le New Deal.

Il va falloir après les idéologues libéraux fous qui pensaient sortir de la politique par l'économie subir leur symétrique, les idéologues collectivistes fous qui veulent sortir de la politique par le social.

C'est le même rêve en miroir : ils ne veulent pas avouer que la politique c'est dire qui est l'ennemi. Les uns prétendent que l'ennemi se dissout dans le paradis économique, les autres que l'ennemi se dissout dans le paradis social.

En lisant Freund, Schmitt, Weber et quelques autres, on sait bien la vérité : l'ennemi ne se dissout dans rien de tout ça, et la politique ça consiste à assurer la concorde contre l'ennemi intérieur et la sécurité contre l'ennemi extérieur.

Et tous ces gens vont continuer à nous prétendre qu'il n'y a pas d'ennemi. Donc ils ne feront pas de politique. Juste de l'idéologie bien conne par laquelle ils prétendront modifier le réel. Espérons que cette fois ils détruiront juste de la richesse et ne monteront pas de camps où épurer sans fin ceux qui ne reçoivent pas leur idéologie.

On se prépare donc de mauvais moments sans grand espoir d'en sortir rapidement, une fois de plus. La seule bonne nouvelle c'est que peut-être que le virus va nous aider à avoir un petit répit du côté de la démographie africaine. Encore n'est-ce pas sûr.



## Sites à consulter

---

[TVLibertés](#)

[l'observatoire du journalisme... pertinent](#)  
[virus et société - actu](#)  
[quand Nice Matin change de main, ça donne ça...](#)  
[témoignage d'un médecin français à Wuhan](#)  
[est-ce si urgent ?](#)